

# LONDA

**DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU NAMIBIE**

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE



**2020  
RAPPORT**

[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)



[f](#) [t](#) [in](#) [v](#) [y](#) @ParadigmHQ

# LONDA

**DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU NAMIBIE 2020 RAPPORT**

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE

**Publié par Paradigm Initiative**

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria

Email: [media@paradigmhq.org](mailto:media@paradigmhq.org)

[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)

Publié en Avril 2021

Rapport rédigé par Nashilongo Gervasius

Équipe Éditoriale: 'Gbenga Sesan, Kathleen Ndongmo, Koliwe Majama, Margaret Nyambura Ndung'u,

Mawaki Chango, Nnenna Paul-Ugochukwu and Thobekile Matimbe.

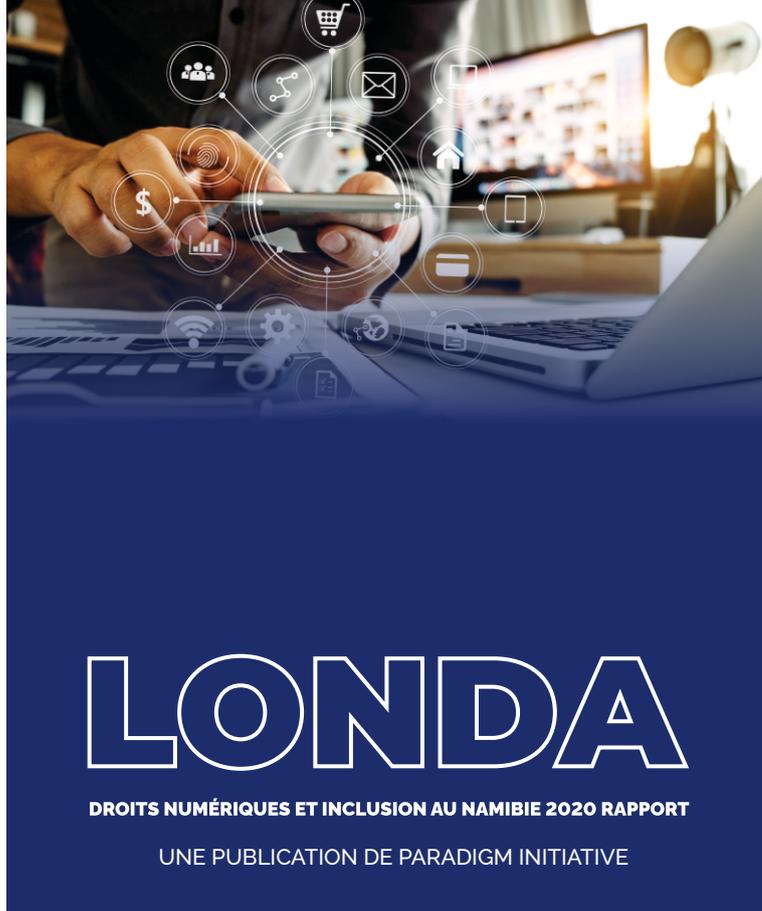
Conçu par Luce Concepts

This publication may be reproduced for non-commercial use in any form provided due credit is given to the publishers, and the work is presented without any distortion.

Copyright © 2021 Paradigm Initiative



Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)



Les organisations de la société civile continuent de travailler pour faire progresser les droits et l'inclusion numériques en Afrique, en veillant à ce que les meilleures pratiques soient adoptées dans les politiques et la législation. Ce rapport analyse l'état des droits numériques et de l'inclusion au Namibie, en examinant les violations et les lacunes, en étudiant l'utilisation et l'application de la politique et de la législation, en soulignant les étapes importantes et en proposant des recommandations pour le paysage numérique en Namibie. Avec des rapports provenant de 20 pays, cette édition aborde, entre autres, la fracture numérique aggravée par la pandémie de COVID-19 et met en lumière les infractions dans différents domaines thématiques tels que la vie privée, l'accès à l'information et la liberté d'expression, avec un contexte législatif et politique bien énoncé.



## TABLE DES MATIÈRES

CONTEXTE DU PAYS	1
JOUISSANCE DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION EN LIGNE	2
INCIDENCE DE LA RÉGLEMENTATION SUR LA COVID-19 SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION	2
ACCÈS INTERNET	3
VIE PRIVÉE, IDENTITÉ NUMÉRIQUE ET SURVEILLANCE	3
DISCOURS HAINEUX, DÉSINFORMATION ET LOIS SUR LA DIFFAMATION CRIMINELLE	5
L'ÉTENDUE DE L'EXCLUSION NUMÉRIQUE ET SON INCIDENCE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE	5
INFRASTRUCTURE NUMÉRIQUE	6
GENRE ET TIC	6
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	7



La Namibie est un pays d'Afrique australe avec une population de 2,5 millions d'habitants. Ayant obtenu son indépendance en 1990, la démocratie est généralement considérée comme florissante et la primauté du droit est intacte. Bien qu'il s'agisse d'un pays à revenu intermédiaire supérieur, la Namibie affiche l'un des taux d'inégalité des revenus les plus élevés au monde.<sup>1</sup>

## CONTEXTE DU PAYS

# DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU NAMIBIE

L'article 21 de la Constitution de la République de Namibie garantit "la liberté d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres médias", qui prévoit des restrictions légitimes en vertu du paragraphe 21(2) "la sécurité nationale, l'ordre public, la décence ou la moralité, l'outrage au tribunal, la diffamation ou l'incitation à une infraction."<sup>2</sup> Depuis des années, la Namibie occupe le premier rang du classement mondial de la liberté de la presse en Afrique, passant du 26e rang en 2018 au 23e rang en 2019 et 2020 sur 180 pays évalués.<sup>3</sup>



Les données de l'Union internationale des télécommunications (UIT) révèlent qu'en 2014, 35,5 sur 100 habitants avaient un abonnement à haut débit<sup>4</sup> mobile et qu'en 2018, ce chiffre était passé à 59,3 sur 100.<sup>5</sup> Le Rapport 2018 sur la mesure de la société de l'information a qualifié la Namibie de "précurseur du développement des TIC en Afrique".<sup>6</sup> Avec la numérisation croissante, il est encore plus important que les libertés fondamentales soient protégées en ligne et hors ligne.

1. 'Namibia Overview', <https://www.worldbank.org/en/country/namibia/overview>

2. Constitution of the Republic of Namibia, [https://www.constituteproject.org/constitution/Namibia\\_2010.pdf](https://www.constituteproject.org/constitution/Namibia_2010.pdf)

3. RSF, <https://rsf.org/en/namibia>

4. Measuring the Information Society Report 2015, <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/publications/misr2015/MISR2015-w5.pdf>

5. Measuring the Information Society Report 2018, <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/publications/misr2018/MISR-2018-Vol-2-E.pdf>

6. Measuring the Information Society Report 2018, p.126, <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Documents/publications/misr2018/MISR-2018-Vol-2-E.pdf>

## JOUISSANCE DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION EN LIGNE

Les droits de l'homme en ligne, en particulier le droit à la vie privée, la liberté d'expression, la liberté d'opinion et le droit d'accès à l'information, sont quelques-unes des questions clés dans le domaine des droits numériques et de l'inclusion en Namibie.

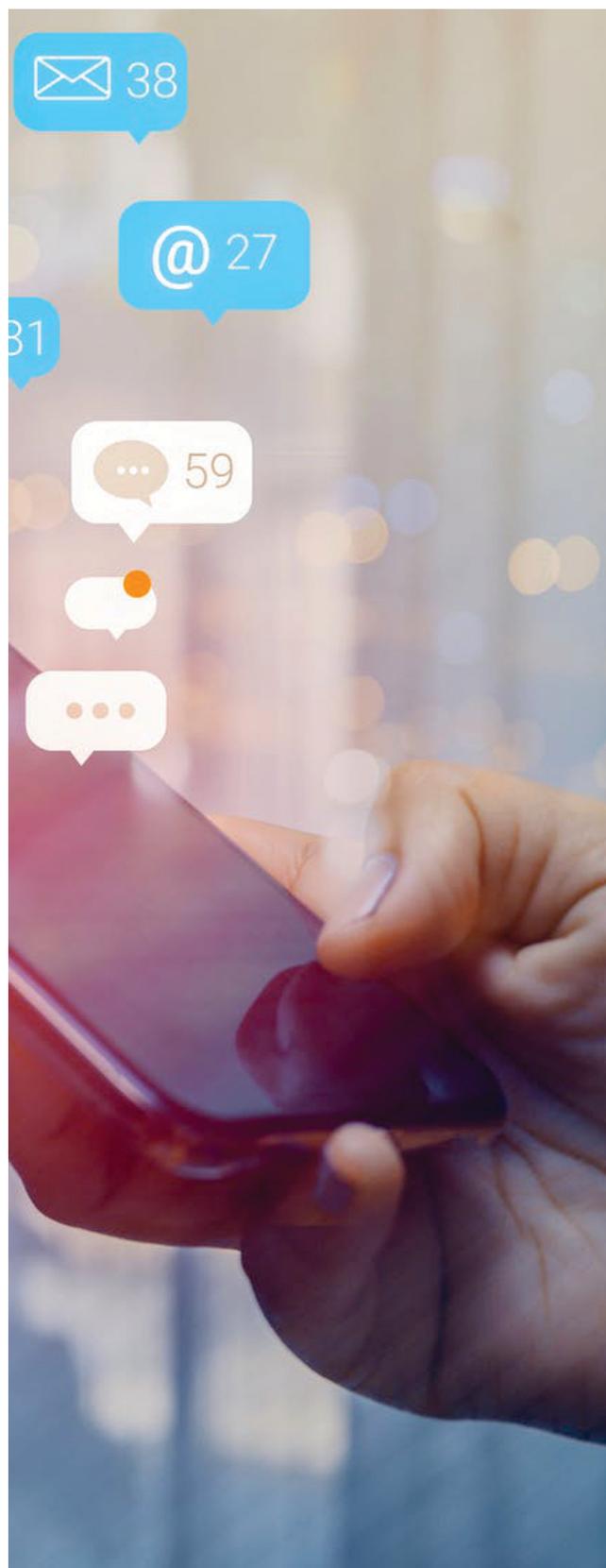
Les médias sociaux sont de plus en plus utilisés pour exprimer la dissidence et, en guise de représailles, les politiciens réclament sa réglementation comme moyen de lutter contre la désinformation et la cybercriminalité.<sup>7</sup> Au cours des dernières années, des politiciens et des représentants du gouvernement ont lancé des avertissements et des menaces sévères au sujet de l' "utilisation irresponsable"<sup>8</sup> des médias sociaux, affirmant qu'ils mettent en danger des vies.<sup>9</sup>

Une proposition visant à réglementer les médias sociaux aurait divisé les députés au milieu de 2019.<sup>10</sup> Toutefois, en février 2020, le ministère des TIC a confirmé son intention de le réglementer.<sup>11</sup> Bien que le gouvernement affirme que les règlements ne visent qu'à empêcher le toilettage des écolières, de telles mesures pourraient être considérées comme des restrictions inutiles à l'expression en ligne.

## INCIDENCE DE LA RÉGLEMENTATION SUR LA COVID-19 SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION

En Avril 2020, dans le cadre de la réglementation visant à freiner la propagation de la COVID-19, la Namibie a interdit la publication de déclarations fausses ou trompeuses liées au virus, y compris sur les médias sociaux.<sup>12</sup> Par conséquent, un homme a été arrêté en vertu du règlement en Juin 2020.<sup>13</sup>

En Avril 2020, le gouvernement namibien a imposé



7. 'Vice president wants to censor social media', <https://www.namibiansun.com/news/vice-presidentwants-to-censor-social-media>

8. 'Government warns against irresponsible use of social media', <https://neweralive.na/posts/govt-warns-against-irresponsible-use-of-social-media>

9. 'Social media endangers lives', <https://www.namibiansun.com/news/social-media-endangerslives/>

10. 'MPs divided on social media gagging', <https://www.namibian.com.na/190767/archive-read/MPs-divided-on-social-media-gagging>,

11. 'Govt mulls social media protection', <https://www.namibian.com.na/197767/archive-read/Govt-mulls-social-media-protection>

12. 'Covid-19 'fake news' now a crime', <https://www.namibian.com.na/200224/archive-read/Covid19-fake-news-now-a-crime>

13. 'Man arrested for spreading fake Covid-19 news', <https://www.namibian.com.na/91561/read/Man-arrested-for-spreading-fake-Covid-19-news>

l'apprentissage en ligne dans tout le pays en réponse à la pandémie.<sup>14</sup> Cette décision a été critiquée car le pays a un déploiement peu technologique, avec seulement 30% des écoles ayant accès à Internet.<sup>15</sup> Un document de Juillet 2020 d'APC a souligné que le déménagement "des éléments discriminatoires graves pour ceux qui ne sont pas connectés à Internet et qui n'ont pas les moyens de se le permettre, et qui entravent le droit au développement et à l'accès au savoir, un principe énoncé dans la Déclaration africaine des droits et libertés sur Internet".<sup>16</sup>

Il y a eu de graves lacunes dans la protection des données pendant la pandémie de COVID-19, des rapports anecdotiques de femmes signalant des contacts non sollicités d'hommes inconnus qui prétendaient avoir obtenu leurs numéros à partir des registres des magasins mis en place à titre de mesures de dépistage des contacts. Les médias ont signalé un cas de registre des présences volé et ont également laissé entendre que de nombreuses personnes utilisaient de faux noms dans ces registres,<sup>17</sup> probablement en raison de préoccupations liées à la sécurité.<sup>18</sup> Neuf mois après leur introduction, le gouvernement a annulé l'exigence relative aux registres des clients dans les lieux publics en raison du manque d'authenticité des renseignements fournis.<sup>19</sup>

## ACCÈS INTERNET

Le secteur des technologies de la Namibie est entravé par un manque d'accès abordable et un

service de piètre qualité.<sup>20</sup> L'indice Internet inclusif 2020, qui évalue la disponibilité d'Internet, l'abordabilité, la pertinence du contenu et l'état de préparation, classe la Namibie au 84e rang sur 100 pays, avec une note de 41,2% pour la disponibilité et de 54,8% pour les indicateurs d'accessibilité, respectivement. Les données de l'UIT indiquent qu'en Juin 2018, le pourcentage de personnes utilisant Internet en Namibie était de 36,8%,<sup>21</sup> contre 14,8% en 2014.<sup>22</sup>

Une politique nationale sur les services à large bande a été lancée au début de 2020 dans le but de parvenir à des services d'accès à large bande fiables et abordables pour tous.<sup>23</sup> Le plan d'action quinquennal de mise en œuvre de la politique vise à assurer une couverture à large bande de 95% d'ici 2024, ainsi qu'à opérationnaliser le Fonds pour l'accès et les services universels.<sup>24</sup>

## VIE PRIVÉE, IDENTITÉ NUMÉRIQUE ET SURVEILLANCE

Bien que le droit à la vie privée soit prévu par l'article 13 de la Constitution namibienne,<sup>25</sup> le pays ne dispose pas encore d'une loi sur la protection des données et de la vie privée.

Néanmoins, il y a des signes de progrès dans ce domaine, car le gouvernement est en train d'élaborer une politique de protection des données.<sup>26</sup> En février 2020, une consultation multilatérale a eu lieu et d'autres consultations des

14. 'Govt ponders e-learning for schools', <https://www.namibian.com.na/199902/archive-read/Govt-ponders-e-learning-for-schools>

15. '70% of Govt schools without internet', <https://allafrica.com/stories/201910080121.html>

16. Compulsory e-learning in Namibia's public schools, [https://africaninternetrights.org/sites/default/files/Nashilongo\\_Gervasius.pdf](https://africaninternetrights.org/sites/default/files/Nashilongo_Gervasius.pdf)

17. 'Covid-19 customer register stolen', <https://www.namibian.com.na/206001/archive-read/Covid-19-customer-register-stolen>

18. First name 'Apple', last name 'Tomato', <https://www.namibian.com.na/96668/read/First-name-Apple-last-name-Tomato>

19. Govt to tighten COVID-19 rules <https://www.namibian.com.na/97414/read/Govt-to-tighten-Covid-19-rules>

20. 'Namibia's internet costs are too high', <https://www.namibiansun.com/news/namibias-internetcosts-are-too-high2019-03-05>,

21. Measuring the Information Society Report 2018, <https://www.itu.int/en/ITU/Statistics/Documents/publications/misr2018/MISR-2018-Vol-2-E.pdf>

22. Measuring the Information Society Report 2015, <https://www.itu.int/en/ITU/Statistics/Documents/publications/misr2015/MISR2015-w5.pdf>

23. 'Namibia launches national broadband policy', <https://southern-timesafrica.com/site/news/mict-namibia-launches-national-broadband-policy>

24. 'Govt targets 95% broadband coverage by 2024', <https://neweralive.na/posts/govt-targets-95-broadband-coverage-by-2024>

25. Namibian Constitution, <https://www.lac.org.na/laws/annoSTAT/Namibian%20Constitution.pdf>

26. 'Data Protection Laws of the World',

<https://www.dlapiperdataprotection.com/index.html?t=law&c=NA#:~:text=The%20Namibian%20Government%20is%20currently,of%20their%20personal%20data%2C%20and>



***Le secteur des technologies de la Namibie est entravé par un manque d'accès abordable et un service de piètre qualité.***

intervenants<sup>27</sup> sur un projet de loi ont eu lieu entre Septembre et Octobre.<sup>28</sup> En l'absence d'une loi sur la protection des données, des violations de données ont été signalées, même à partir de bases de données gouvernementales.<sup>29</sup> Le pays a été qualifié de “refuge pour la cybercriminalité”,<sup>30</sup> et sans une loi sur la cybercriminalité,<sup>31</sup> de nombreux citoyens ont été victimes de toilettage, de pornographie de vengeance et de fraude en ligne.<sup>32</sup>

En 2017, l'Autorité de régulation des communications de Namibie (CRAN) a fait appliquer une disposition de la loi sur les communications de 2009 exigeant l'enregistrement obligatoire des cartes SIM par les opérateurs de télécommunications.<sup>33</sup> L'exercice d'enregistrement a par la suite été abandonné car la société civile et les médias ont soulevé des préoccupations.<sup>34</sup> Toutefois, les règlements sur les cartes SIM peuvent être examinés dans le cadre de l'examen continu de la Loi sur les communications.<sup>35</sup>

La partie 6 de la Loi sur les communications prévoit de vastes pouvoirs pour l'interception des communications, et le paragraphe 70(1) prévoit la création d'un centre d'interception aux fins de la sécurité nationale et de la lutte contre la criminalité.<sup>36</sup> Dans l'ensemble, la société civile et les médias, en particulier le Service central de renseignement, perçoivent fortement la surveillance d'État, comme le rapporte un journal namibien dans un rapport détaillé en trois parties.<sup>37</sup>

27. 'GLACY+: Stakeholders' Consultation Workshop on the Data Protection Bill in Namibia', <https://www.coe.int/en/web/cybercrime/-/glacy-stakeholders-consultation-workshop-on-the-data-protection-bill-in-namibia>

28. Highlights for September pg14x- Council of Europe <https://rm.coe.int/cybercrime-coe-update-2020-q3/16809fd8fa>

29. 'SSC leak exposes personal info online', <https://www.namibian.com.na/178310/archive-read/SSC-leak-exposes-personal-info-online>

30. 'Namibia a safe haven for cybercriminals', <https://neweralive.na/posts/namibia-a-safe-haven-for-cybercriminals>

31. 'Cybercrime in Namibia', <https://www.namibian.com.na/165301/archive-read/Cybercrime-in-Namibia>

32. 'Many Namibians fall victim to online fraud', <https://www.nbc.na/news/many-namibians-fall-victim-online-fraud.20124>

33. 'Spy agency wants SIM cards registered', <https://www.namibian.com.na/163120/archive-read/Spy-agency-wants-SIM-cards-registered>

34. 'Ripe for surveillance abuse – Unpacking Namibia's SIM card registration limbo', <https://action-namibia.org/ripe-for-surveillance-abuse-unpacking-namibias-sim-card-registration-limbo/>

35. 'Namibia undertakes review of communications law', <https://www.commsupdate.com/articles/2019/10/11/namibia-undertakes-review-of-communications-law/>

36. Communications Act, 2009, [https://www.nbc.na/sites/default/files/pdf/Namibia%20Communications%20Act%208%20of%202009\\_o.pdf](https://www.nbc.na/sites/default/files/pdf/Namibia%20Communications%20Act%208%20of%202009_o.pdf)

37. Action Access to Internet, 'The rise of the Namibian surveillance state (Part 1)', <https://action-namibia.org/rise-namibian-surveillance-state/>; 'The Rise of the Namibian Surveillance State: Part 2', <https://www.namibian.com.na/174788/archive-read/The-Rise-of-the-Namibian-Surveillance-State-Part-2;>; 'The rise of the Namibian surveillance state: Part 3', <https://www.namibian.com.na/175475/archive-read/The-rise-of-the-Namibian-surveillance-state>

## DISCOURS HAINEUX, DÉSINFORMATION ET LOIS SUR LA DIFFAMATION CRIMINELLE

Bien que la liberté d'expression soit garantie par la Constitution, les protections constitutionnelles de la sécurité nationale, de l'ordre public et de la moralité publique fournissent des motifs juridiques pour restreindre la liberté de la presse.<sup>38</sup> La diffamation est une infraction criminelle en vertu de la common law, et un certain nombre d'affaires de diffamation ont été entendues.<sup>39</sup>

La discrimination raciale est actuellement régie par la Racial Discrimination Prohibition Act de 1991.<sup>40</sup> Cependant, les discours haineux en Namibie ne sont pas interdits et, en 2008, l'ONU a critiqué le pays pour ne pas les interdire, en particulier envers les groupes minoritaires.<sup>41</sup>

La désinformation liée à la COVID-19 a récemment été interdite et est passible d'une amende maximale de 2 000 dollars namibiens (134 USD) ou d'un emprisonnement maximal de six mois.<sup>42</sup>

## L'ÉTENDUE DE L'EXCLUSION NUMÉRIQUE ET SON INCIDENCE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

L'Internet est en grande partie cher et inaccessible en Namibie, laissant de nombreuses personnes exclues numériquement.<sup>43</sup> Une étude menée par

A4AI en 2019 a révélé que 1 Go de données en Namibie coûtait 8,57 USD.<sup>44</sup> Telecom Namibia facture 139,00 N\$ pour 1 Go prépayé, équivalent à 9,32 USD.<sup>45</sup> Il y a eu un certain mouvement positif vers une plus grande inclusion numérique. Dans son plan stratégique 2017-2022, le ministère des TIC (MICT) visait à assurer la couverture réseau des téléphones mobiles et d'Internet "partout au pays" (p.23).<sup>46</sup> Le MICT a également établi 25 centres communautaires polyvalents dans des régions reculées de la Namibie, dotés d'une infrastructure Internet (p. 2).<sup>47</sup>

En 2016, le MICT s'est engagé à fournir à l'ensemble du pays une couverture de téléphonie cellulaire d'ici le milieu de 2020, afin de rendre l'information plus accessible, abordable et pertinente, grâce à un programme mis en œuvre par la société parastatale Mobile Telecommunications Limited (MTC).<sup>48</sup> Dans le cadre de cette initiative, MTC prévoit d'ériger 500 nouvelles tours dans tout le pays.<sup>49</sup>

L'exclusion numérique est particulièrement ressentie par le secteur de l'éducation, où 70% des écoles publiques ne sont pas connectées à Internet.<sup>50</sup> Le sous-ministre de l'Éducation, des Arts et de la Culture avait confirmé que, sur les 1 897 écoles publiques du pays, seules 590 écoles sont connectées à Internet.<sup>51</sup>

**La diffamation est une infraction  
criminelle en vertu de la common law**

38. Constitution of the Republic of Namibia, [https://www.constituteproject.org/constitution/Namibia\\_2010.pdf](https://www.constituteproject.org/constitution/Namibia_2010.pdf)

39. For example, 'Hamata to pay for defamation', <https://www.namibian.com.na/119662/archive-read/Hamata-to-pay-for-defamation>; <https://namiblii.org/na/judgment/high-court-main-division/2017/103>

40. <https://laws.parliament.na/annotated-laws-regulations/law-regulation.php?id=375>

41. 'UN report lambasts Nam for hate speech', <https://www.namibian.com.na/41758/archive-read/UN-report-lambastes-Nam-for-hate-speech>

42. Covid-19 fake news now a crime', <https://www.namibiansun.com/200224/archive-read/Covid19-fake-news-now-a-crime>

43. 'Namibia's Internet Costs are too High', <https://www.namibiansun.com/news/namibias-internet-costs-are-too-high2019-03-05>

44. The Alliance for Affordable Internet, [https://a4ai.org/extra/mobile\\_broadband\\_pricing\\_usd-2019Q2](https://a4ai.org/extra/mobile_broadband_pricing_usd-2019Q2)

45. <https://internetpkg.com/namibia-internet-packages/>

46. Ministry of Information and Communication Technology (MICT) 2017/22 Strategic Plan, p.23, <http://www.mict.gov.na/documents/32978/266786/MICT+STRATEGIC+PLAN+2017-2022/3596bd32-0aa5-498a-b4c9-b396af9e8c1a>

47. Ministry of Information and Communication Technology (MICT) 2017/22 Strategic Plan, p.2, <http://www.mict.gov.na/documents/32978/266786/MICT+STRATEGIC+PLAN+2017-2022/3596bd32-0aa5-498a-b4c9-b396af9e8c1a>

48. 'MTC aims to connect 20 000 in rural areas', <https://neweralive.na/posts/mtc-aims-connect-20-000-rural-areas>

49. 'MTC to erect 500 new towers', <https://www.namibian.com.na/174168/archive-read/MTC-to-erect-500-new-towers>

50. 'Namibia: 70 Percent of Govt Schools Without Internet', <https://allafrica.com/stories/201910080121.html>

51. '32% of public schools not equipped for online learning', <https://www.telecom.na/media-centre/212-internet-exchange-point-launched-in-windhoek>



## INFRASTRUCTURE NUMÉRIQUE

Avec le soutien de l'Union africaine et du Bureau africain pour l'Internet Society, la Namibie a lancé un point d'échange Internet (IXP) en 2014.<sup>52</sup> La fonctionnalité et la performance du point est indéterminée car pas beaucoup a été écrit à ce sujet. Cependant, selon Paulina Magongo, membre de la commission en charge de l'IXP, l'IXP local a connu des difficultés depuis 2017 et, parfois, les équipements sont devenus obsolètes.<sup>53</sup>

D'autres infrastructures de TIC en Namibie incluent également le Western African Cable System (WACS) qui est arrivé dans le pays début 2011.<sup>54</sup> La présence sous-marine dans le pays aurait dû apporter une bande passante bon marché et se traduire par de nombreuses possibilités dans le secteur des TIC de l'économie namibienne, mais les câbles auraient été endommagés à plusieurs reprises depuis leur arrivée.<sup>55</sup> L'indice Internet inclusif 2020 classe la Namibie à 84 sur 100 pays étudiés et place le pays à 21,2% dans la catégorie des

infrastructures, soulignant que si le pays est couvert à 100% par le réseau 2G, Le réseau 3G ne couvre que 53% du pays alors que la 4ème génération de couverture réseau technologique est encore plus faible à 39% sans déploiement 5G signalé. Le rapport a évalué la Namibie à 0 (zéro) sur les indicateurs concernant les initiatives des gouvernements et du secteur privé pour rendre le Wi-Fi disponible.<sup>56</sup>

L'article 57 de la Loi de 2009 sur les communications (loi no 8 de 2009) prévoit la création d'un Fonds pour le service universel, mis en œuvre en vertu de la CRPA et financé par une redevance sur le roulement des exploitants autorisés.<sup>57</sup> Toutefois, le fonds n'est jamais devenu opérationnel, car la Cour suprême a statué en 2018 que la perception de la redevance était inconstitutionnelle.<sup>58</sup>

## GENRE ET TIC

L'indice Internet inclusif de 2020 indique que l'écart entre les sexes en Namibie en matière d'accès à Internet se situe à 14,1%, 64% des hommes et 55% des femmes étant des internautes.<sup>59</sup> En 2012, seulement 25,8% des femmes avaient un téléphone mobile compatible avec Internet, comparativement à 36,9% des hommes.<sup>60</sup>

Une communauté de femmes dans le domaine de la technologie existe en Namibie, bien que la région continue d'être dominée par les hommes. Cependant, on rapporte que les femmes développeuses font partie du cercle des développeuses de Google et de Facebook.<sup>61</sup>

52. 'Internet Exchange Point Launched in Windhoek', <https://www.telecom.na/media-centre/212-internet-exchange-point-launched-in-windhoek>

53. Telephonic Interview, November 18, 2020, Paulina Magongo

54. 'WACS Submarine Cable Lands in Swakopmund Today', <https://www.telecom.na/media-centre/260-wacs-submarine-cable-lands-in-swakopmund-today>

55. 'WACS undersea cable damaged again', <https://www.we.com.na/news/wacs-undersea-cable-damaged-again2020-03-30>

56. The Inclusive Internet Index 2020, <https://theinclusiveinternet.eiu.com/explore/countries/NA/>

57. Government Gazette 8 June 2015, <https://www.lac.org.na/laws/2019/6886.pdf>

58. 'Supreme Court rules against Cran levy', <https://www.namibian.com.na/68353/read/Supreme-Court-rules-against-Cran-levy>

59. The Inclusive Internet Index 2020, <https://theinclusiveinternet.eiu.com/explore/countries/NA/performance/indicators/>

60. 'Lifting the Veil on Gender ICT Indicators in Africa', p.29,

[https://www.researchictafrica.net/publications/Evidence\\_for\\_ICT\\_Policy\\_Action/Policy\\_Paper\\_13\\_-\\_Lifting\\_the\\_veil\\_on\\_gender\\_ICT\\_indicators\\_in\\_Africa.pdf](https://www.researchictafrica.net/publications/Evidence_for_ICT_Policy_Action/Policy_Paper_13_-_Lifting_the_veil_on_gender_ICT_indicators_in_Africa.pdf)

61. Namibia Women inTech; <https://namtechwomen.com/about-us>

Récemment, un groupe de femmes pirates a remporté un défi d'innovation tenu par le PNUD.<sup>62</sup>

Le Bilan 2020 des droits des femmes en ligne sur la Namibie<sup>63</sup> a donné au pays une note de 29% basée sur son évaluation dans les catégories de l'accès à Internet et de l'autonomisation des femmes, de la pertinence du contenu et des services, de la sécurité en ligne, de l'abordabilité et des compétences numériques et de l'éducation. Le rapport indique que seulement 47% des femmes namibiennes ont accès à Internet et qu'il n'existe aucune politique nationale reconnaissant la technologie comme un outil de lutte contre les inégalités entre les sexes.

La violence en ligne contre les femmes demeure également un défi.<sup>64</sup> Le Bilan 2020 des droits des

femmes en ligne révèle également que l'absence de législation en matière de cybercriminalité et de protection des données en Namibie expose les femmes à des risques de violence et à des situations de vulnérabilité dans les cas de partage d'images non consenties (également connu sous le nom de pornographie de vengeance), ainsi qu'en ce qui concerne le chantage en ligne et le discours haineux sexualisé.<sup>65</sup>

Les femmes occupant des postes politiques et importants sont souvent ciblées en ligne par le harcèlement et l'intimidation. La section namibienne d'Internet Society a organisé en 2019 un forum numérique pour les femmes en politique et en avant visant à mobiliser et à autonomiser les femmes avec des compétences pour atténuer la violence en ligne.<sup>66</sup>

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La Namibie poursuit activement une plus grande inclusion numérique et progresse également sur la voie de la protection des données et de la cybercriminalité. Cependant, à ce jour, l'équilibre a été trop faussé vers le contrôle et l'intervention de l'État, et trop peu vers la protection véritable de ses citoyens et la connectivité réelle. Les questions liées au genre en ligne nécessitent des interventions urgentes, car les femmes font face à des préjudices en ligne et sont en même temps plus susceptibles d'être exclues numériquement.

Pour conclure, il faut tenir compte des recommandations suivantes :

**Infrastructures :** Des efforts plus importants doivent être déployés pour sensibiliser les gens aux avantages et à l'utilisation de l'IXP localement et à la façon dont cela se traduit par des problèmes économiques et de sécurité sur Internet. Il est nécessaire de traduire les avantages du WACS pour le pays et comment cela se traduit par une plus grande connectivité du pays.

62. 'Female 'hackers' take the lead', <https://www.we.com.na/news/female-hackers-take-the-lead2020-08-18/>

63. 'Women's rights online report', <http://webfoundation.org/docs/2020/08/GenderReport-Namibia.pdf>

64. 'Addressing 'Revenge Porn' in Namibia', <https://ohrh.law.ox.ac.uk/addressing-revenge-porn-in-namibia/>

65. Women's rights online report' <http://internetsociety.na/wpcontent/uploads/2020/07/GenderReport-Namibia-FINAL-ONLINE-VERSION.pdf>

66. 'Call for anti-online bullying law', <https://www.namibian.com.na/84148/read/Call-for-anti-online-bullying-law>

La Namibie doit opérationnaliser le Fonds pour le service universel tel qu'il est défini dans la loi sur les communications afin d'assurer un accès équitable à Internet.



**Inclusion numérique:** la Namibie devrait adopter la tarification de la Commission du haut débit des Nations Unies pour les données de 1 Go de données mobiles à un prix ne dépassant pas 2% du RNB mensuel par habitant. Le gouvernement et le secteur privé devraient rendre le Wi-Fi disponible dans les lieux publics et en outre le gouvernement devrait assurer la connexion de toutes les écoles à Internet.

Le plan de mise en œuvre de la Commission sur le haut débit doit être évalué de près pour assurer le succès de l'avantage du haut débit pour le pays.

# LONDA

**DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU NAMIBIE 2020 RAPPORT**

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE



**Paradigm Initiative**

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria

Email: [media@paradigmhq.org](mailto:media@paradigmhq.org)

[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)

     @ParadigmHQ